

# MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS COURANTES ET SERVICES

Région Guadeloupe  
Direction Energie,  
Mobilités, Transport  
Service transport  
scolaire Avenue Paul  
Lacavé Petit-Paris  
97109 Basse-Terre cedex  
Tél: 05-90-80-40-40



## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**Consultation n°2025AO0308**

<b>Objet du marché :</b>
Services réguliers de transports scolaires 01 SEPTEMBRE 2025 - 06 JUILLET 2030
<b>Procédure de passation</b>
Appel d'offres ouvert - articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique
<b>Date limite de remise des candidatures et des offres</b>
Date limite de réception : le <b>4 aout 2025</b> Heure limite de réception : 12 heures (heure locale)

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – OBJET DE L’APPEL D’OFFRES – ETENDUE DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 – DECOMPOSITION EN LOTS – VARIANTES - OPTIONS.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 – CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DU MARCHE.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 – CONDITIONS DE PARTICIPATION. ....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 – COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION – CONDITIONS D’OBTENTION.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 7 – CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES PLIS DE CANDIDATURE ET D’OFFRE .....</b>	<b>9</b>
7.1. Délai de remise des candidatures et des offres.....	9
7.2. Conditions de présentation des candidatures et des offres : .....	9
7.3. Conditions de remise des candidatures et des offres : .....	10
7.4. Règles complémentaires applicables à la transmission d’une copie de sauvegarde....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>ARTICLE 8 – CONTENU DES OFFRES A PRODUIRE PAR LES OPERATEURSECONOMIQUES. ....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 9 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....</b>	<b>12</b>
9.1. Jugement des candidatures.....	12
9.2. Jugement des offres.....	13
<b>ARTICLE 10 - ATTRIBUTION SOUS RESERVE DU MARCHE .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 11 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 12 - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 13 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 14 – PROCEDURES DE RECOURS .....</b>	<b>16</b>
14.1. Notification de la décision du pouvoir adjudicateur. ....	16
14.2. Instance chargée des procédures de recours. ....	16
14.3. Service auprès duquel peuvent être obtenus des renseignements relatifs à l’introduction des recours. ....	16

## **ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

Le présent appel d'offres ouvert est organisé par :

<b>Dénomination :</b>	<b>REGION GUADELOUPE</b>
<b>Représentant légal :</b>	Monsieur Ary CHALUS - Président du Conseil régional de Guadeloupe
<b>Siège :</b>	Avenue Paul Lacavé - Petit-Paris 97100 BASSE-TERRE - GUADELOUPE
<b>Téléphone :</b>	Tél.0590804040
<b>Adresse générale (URL) :</b>	<a href="https://www.regionguadeloupe.fr">https://www.regionguadeloupe.fr</a>
<b>Profil d'acheteur :</b>	<a href="https://www.eguadeloupe.com/">https://www.eguadeloupe.com/</a>

<b>Type de pouvoir adjudicateur :</b>	Collectivité territoriale
<b>Activité principale :</b>	Services généraux des administrations publiques
<b>Intervention pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs</b>	NON - Le pouvoir adjudicateur agit pour son propre compte.

## **ARTICLE 2 – OBJET DE L'APPEL D'OFFRES – ETENDUE DE LA CONSULTATION**

- 2.1 Les prestations à exécuter sont relatives à l'exécution de services réguliers de transports scolaires dont la Région Guadeloupe est l'Autorité Organisatrice en application de l'article L. 3111-7 du Code des transports à l'exclusion des services de transports scolaires relevant de la compétence des autorités organisatrices de la mobilité.
- Les lignes régulières de transports scolaires régionales sont uniquement accessibles aux élèves scolarisés dans les établissements scolaires et qui sont titulaires d'une carte de transport scolaire en cours de validité.

Les prestations objet de la présente procédure constitue un lot unique.

Le présent lot fait l'objet d'une nouvelle procédure de consultation après que le même lot ait été déclaré sans suite dans le cadre de la procédure lancée en date 07/08/2024, parue au BOAMP/JOUE, ainsi que sur le profil acheteur eguadeloupe.

La déclaration sans suite résulte de l'insuffisance de précision des données relayées dans la fiche de prix rattachée au DCE, avec pour conséquence directe, une mauvaise appréhension du besoin à satisfaire par les candidats au marché.

Ce lot est mono-attributaire.

<b>Marché n°</b>		<b>REGLEMENT DE CONSULTATION</b>	<b>3</b>	<b>/</b>	<b>21</b>	
------------------	--	----------------------------------	----------	----------	-----------	--

N° LOT	Nom et numéro du circuit	Etablissement scolaire desservi
15	DESIRADE-BASSE-TERRE A2	Saint-François - Baie - Mahault - Capesterre Belle Eau (Bourg) - Gourbeyre - Gare routière Basse-Terre

Les modalités particulières d'exécution des prestations sont définies par le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) communs à tous les lots.

2.2 Le présent appel d'offres ouvert est organisé en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique.

2.3 Le présent appel d'offres ouvert est relatif à des prestations de services relevant de la **catégorie 02** « *Services de transports terrestres* » et couvert par l'Accord sur les Marchés Publics.

La (ou les) classification(s) principale(s) et complémentaire(s) et le (les) descripteur(s) supplémentaire(s) conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) [Règlement (CE) n° 213/2008 de la Commission du 28 novembre 2007], est, pour l'ensemble des lots :

#### **60112000-6 - Services de transport routier public**

2.4 Les prestations sont exécutées sur le territoire de la Région Guadeloupe [Code NUTS : FRY10].

2.5 La durée d'exécution des marchés est de 4 ans et 10 mois (du 01 septembre 2025 au 06 juillet 2030).

### **ARTICLE 3 – DECOMPOSITION EN LOTS – VARIANTES - OPTIONS**

3.1. Le présent appel d'offres fait l'objet initialement d'un allotissement au sens de l'article L. 2123-10 du Code de la commande publique. La présente relance concerne un unique lot.

Les offres seront examinées pour cet unique lot.

Ce lot fera l'objet d'une procédure distincte des autres lots de la procédure initiale.

3.2. Conformément aux articles L. 2113-10 alinéa 3 et R. 2113-1 du Code de la commande publique, le Pouvoir adjudicateur limite le nombre de lots susceptibles d'être attribués à un même **opérateur économique à un maximum de trois (3). Autrement dit, si un opérateur, dans le cadre de la procédure globale des 22 lots, s'est vu attribuer 3 lots, il ne pourra valablement prétendre à l'attribution du présent lot 15, sous réserve des mentions qui suivent.**

Dans l'hypothèse où cette limitation de trois lots maximums par opérateur économique conduirait à rendre infructueux, cette procédure, un opérateur économique pourrait se voir attribuer ce lot, selon les mêmes modalités que décrites précédemment, portant, ainsi, le nombre maximum de lots attribués à un même opérateur économique à 4.

Ces modalités seront répétées autant de fois que nécessaire pour chaque opérateur économique et pour chaque lot, afin de s'assurer qu'aucun lot ne soit déclaré infructueux, dès lors qu'il comporte au moins une offre régulière d'au moins un opérateur économique.

En revanche, le ou les lots ne seront attribués en surnombre à ou aux opérateurs économiques que dans l'hypothèse où ils disposeront des capacités, notamment matérielles, pour assurer les prestations prévues à l'ensemble des lots qui seront, alors, susceptibles de lui être attribués.

3.3. Variantes à l'initiative des candidats : Conformément à l'article R. 2151-8 du Code de la commande publique, **les variantes sont interdites.**

Les soumissionnaires sont tenus de présenter une offre strictement conforme aux exigences du

Marché n°		REGLEMENT DE CONSULTATION	5	/	21	
-----------	--	---------------------------	---	---	----	--

Dossier de consultation.

- 3.4. Variantes obligatoires : Le marché ne comporte pas de variante obligatoire imposée par le Pouvoir adjudicateur.

#### **ARTICLE 4 – CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DU MARCHE – REPRISE DU PERSONNEL**

L'attention de chaque candidat est appelée sur le fait que, s'il est choisi pour être le titulaire du présent marché, il peut avoir obligation, conformément aux stipulations de l'article 47 de la Convention collective régionale des transports routiers et activités auxiliaires du transport de la Guadeloupe du 30 mai 2011, de reprendre certains personnels du Titulaire sortant, affectés aux services de transports scolaires objets des présentes.

A cet effet, et en vue de permettre aux opérateurs économiques d'apprécier la portée des engagements susceptibles de leur incomber en exécution desdites dispositions, le Dossier de Consultation comporte, le cas échéant, une annexe particulière précisant, pour le titulaire sortant, un état indicatif, des personnels de l'entreprise et des personnels relevant de l'article 47 de la convention précitée .

**Cette procédure ne comporte pas d'obligation de reprise du personnel.**

#### **ARTICLE 5 – CONDITIONS DE PARTICIPATION.**

- 5.1. L'opérateur économique produit, à l'appui de sa candidature, les documents suivants :
- **renseignements généraux** relatifs à l'opérateur économique (dénomination, coordonnées postales, téléphoniques et électroniques) à sa forme juridique et aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'opérateur économique ;
  - déclaration sur l'honneur attestant que l'opérateur économique n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;
  - si l'opérateur économique est en redressement judiciaire copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- 5.2. Afin de justifier de leur **capacité économique et financière**, les opérateurs économiques produisent à l'appui de leur candidature, les documents suivants :
- déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations de service objet du marché réalisées pendant les trois derniers exercices disponibles ; ou une attestation d'assurance des risques professionnels en cours de validité ;
- 5.3. Afin de justifier de leur **capacité technique**, les opérateurs économiques produisent à l'appui de leur candidature, les documents suivants :
- déclaration indiquant les effectifs moyens annuels de l'opérateur économique et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
  - présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, accompagnée d'une attestation du destinataire ou, à défaut, d'une déclaration de l'opérateur économique ;
  - indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché ;
  - déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont l'opérateur économique dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;

Marché n°		REGLEMENT DE CONSULTATION	6	/	21	
-----------	--	---------------------------	---	---	----	--

- description des véhicules (nombre,, capacité ; date de la première mise en mise en service), des dépôts et lieu de remisage (emplacement et capacité)

5.4. Les prestations du présent marché sont réservées aux opérateurs économiques titulaires de la **licence communautaire** ou de la **licence nationale** de transports conformément aux dispositions de l'article L. 3113-1 du Code des transports, sous réserve des cas de dispense prévus aux articles R. 3113-10 et R. 3113-11 de ce même code.

Les opérateurs économiques sont tenus de produire, à l'appui de leur candidature, une copie de la licence communautaire ou nationale dont ils disposent.

5.5. Pour présenter les renseignements et attestations prévues aux articles 5.1 à 5.3 ci-avant, les opérateurs économiques ont la faculté d'utiliser les formulaires normalisés DC1 et DC2 disponibles à l'adresse internet (URL) :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Les candidats ont également la faculté de présenter leur candidature par le biais d'un Document Unique de Marché Européen (DUME), électronique rédigé en français, ou accompagné d'une traduction en langue française.

Le DUME est accessible directement par recours au **SERVICE DUME** gratuit dématérialisé, à l'adresse URL suivante : <http://dume.chorus-pro.gouv.fr/>.

Le DUME est utilisé au lieu et place des documents DC1 et DC2 précités ; en application des dispositions de l'article R2143-4 du code de la commande publique.

En ce qui concerne les conditions de participation, (aptitude professionnelle, justificatif de capacités techniques et financières), le candidat n'est pas autorisé à se limiter à indiquer dans le DUME qu'il dispose de ces aptitudes et capacités.

Il devra fournir les renseignements et documents demandés à l'ensemble des candidats.

En cas de groupement momentané de candidats ou en cas de sous-traitance définie comme précédemment, chaque cotraitant ou chaque sous-traitant fournira un DUME.

5.6. Les pièces et documents produits par les opérateurs économiques candidats à l'attribution du marché seront rédigés en langue française. Si les documents fournis par un opérateur économique en application des articles 5.1 à 5.4 du présent article ne sont pas rédigés en langue française, ces documents devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

5.7. Les prestations du présent marché ne constituent pas un marché réservé au sens des articles L. 2113-12 à L. 2113-14 du Code de la commande publique.

5.8. Les personnes morales candidates dans le cadre du présent marché sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de la prestation.

5.9. Dans le cadre de la présente consultation, les opérateurs économiques n'ont pas à produire d'échantillon, de maquette ou de prototype.

5.10. Les opérateurs économiques ont la faculté de soumissionner sous forme de groupement conjoint ou solidaire conformément aux articles R. 2142-19 à R. 2142-27. Les pièces et documents mentionnés aux articles 5.1 à 5.4 sont à produire pour chacun des membres du groupement.

L'un des membres du groupement devra être désigné comme mandataire du groupement. En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire, pour l'exécution du marché, de l'ensemble des membres du groupement.

Marché n°		<b>REGLEMENT DE CONSULTATION</b>	<b>7</b>	<b>/</b>	<b>21</b>	
-----------	--	----------------------------------	----------	----------	-----------	--

Un même opérateur économique ne peut être mandataire de plusieurs groupements. Un même opérateur économique ne peut présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, ceci sur un même lot.

- 5.11. Les opérateurs économiques ont également la faculté de recourir, dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-3 du Code de la commande publique à un (des) sous-traitant(s).

Si la demande de sous-traitance est formulée au moment du dépôt de l'offre, l'opérateur économique fournit au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;

Pour justifier que le(s) sous-traitant(s) présenté(s) justifie(nt) de capacités professionnelles et financières appropriées et ne tombe(nt) pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics, l'opérateur économique produira, pour chaque sous-traitant déclaré, les renseignements et documents prévus aux articles 5.1 à 5.4 ci-avant, ainsi que les différentes attestations d'assurance au titre du marché ( en responsabilité professionnelles et des moyens de transport qui seront utilisés).

Si la demande de sous-traitance est formulée postérieurement à l'attribution du marché, l'opérateur économique attributaire se conformera aux dispositions prévues au Cahier des Clauses Administratives Particulières, et dans tous les cas il devra fournir pour l'agrément du sous-traitant et de ces conditions de paiement, les attestations fiscal, social, d'assurances ainsi que les moyens justifiant de la capacité du sous-traitant à réaliser la prestation.

## **ARTICLE 6 – COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION – CONDITIONS D'OBTENTION.**

Le Dossier de Consultation des Entreprises comprend les pièces suivantes :

Code	Nom du document
<b>RC</b>	Règlement de Consultation
<b>AE</b>	Acte d'Engagement et, le cas échéant, annexe(s) relative(s) à la sous-traitance
<b>CCAP</b>	Cahier des Clauses Administratives Particulières
<b>CCTP</b>	Cahier des Clauses Techniques Particulières
<b>CRM T</b>	Cadre de réponse du mémoire technique
<b>FPV</b>	Fiches-PRIX et Véhicule
<b>MEFP V</b>	Mode d'Emploi des Fiches Prix et Véhicules
<b>FCL</b>	Fiche de consistance du lot
<b>AH</b>	L'attestation sur l'honneur, récapitulant le parc de véhicules

Marché n°		<b>REGLEMENT DE CONSULTATION</b>	<b>8</b>	<b>/</b>	<b>21</b>	
-----------	--	----------------------------------	----------	----------	-----------	--



Le Dossier de Consultation est téléchargeable gratuitement par tout opérateur économique sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante :

<https://www.eguadeloupe.com>

Afin de pouvoir lire les documents de la consultation, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels leur permettant de lire les formats suivants : Word, Excel, Power point, RTF et PDF.

Les opérateurs économiques qui le souhaitent ont la faculté de consulter *le Guide d'utilisation de la plateforme des marchés publics du pouvoir adjudicateur* à l'adresse suivante :

<https://www.eguadeloupe.com/?page=Entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

## **ARTICLE 7 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS DE CANDIDATURE ET D'OFFRE**

### **7.1. Délai de remise des candidatures et des offres.**

Les candidatures et les offres doivent parvenir au Pouvoir adjudicateur avant la date et l'heure limites précisées dans l'avis d'appel public à concurrence et en page de garde du présent règlement de consultation.

Les plis de candidature et d'offre qui seraient transmis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limite fixée ne seront pas retenus. Ils ne seront pas ouverts et l'opérateur économique en sera informé.

Les candidatures et les offres transmises par voie électronique donnent lieu à la délivrance d'un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception.

### **7.2. Conditions de présentation des candidatures et des offres :**

Conformément à l'article L. 2132-2 et aux articles R. 2132-7 et suivants du Code de la commande publique, les réponses à la présente consultation se feront exclusivement par voie dématérialisée.

Le dossier dématérialisé à remettre par l'opérateur économique doit contenir :

- un dossier « CANDIDATURE » contenant obligatoirement les renseignements relatifs à la candidature listés à l'article 5 du présent règlement.
- un dossier « OFFRE » contenant, pour chacun des lots auxquels il soumissionne, obligatoirement les documents relatifs à l'offre listés à l'article 8 du présent règlement.

Le nom des fichiers doit obligatoirement inclure :

- le nom du candidat ;
- le titre de la pièce ;
- la mention du lot concerné.

Par exemple :

- « Autocars AAA – AE – Lot 3 » ;
- « Autocars BBB – FV – Lot 1 ».

Les offres transmises par voie dématérialisée sont signées, le cas échéant, par l'opérateur économique dans des conditions permettant d'authentifier sa signature de préférence au moyen

Marché n°		REGLEMENT DE CONSULTATION	9	/	21	
-----------	--	---------------------------	---	---	----	--

d'un certificat de signature électronique respectant les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

**Il est à noter que la collectivité régionale n'exige pas la signature électronique des offres.**

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire du groupement assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Si le mandataire du groupement n'est pas habilité à représenter l'ensemble des opérateurs économiques groupés, toutes les pièces doivent être signées par l'ensemble des membres du groupement.

**Il est rappelé aux entreprises pouvant avoir des liens capitalistiques entre elles que les ententes sont interdites et peuvent justifier le rejet de leurs offres dès lors qu'elles peuvent avoir pour objet ou pour effet de fausser la mise en concurrence.**

**L'appartenance des entreprises à un même groupe ne fait pas obstacle à la présentation d'offres distinctes et concurrentes dès lors qu'elles disposent d'une réelle autonomie commerciale. En sens inverse, ces entreprises peuvent renoncer à leur autonomie commerciale à l'occasion d'une mise en concurrence et se concerter soit pour décider quelle sera l'entreprise qui déposera une offre, soit pour établir ensemble cette offre dans un groupement, à la condition de n'en présenter qu'une seule, selon la doctrine élaborée par l'autorité de la concurrence.**

### **7.3. Conditions de remise des candidatures et des offres - Copie de sauvegarde:**

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : [www.eguadeloupe.com](http://www.eguadeloupe.com) .

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Conseil Régional de Guadeloupe  
Direction des Affaires Juridiques des Assemblées et des Achats  
Hôtel de la Région - Avenue Paul Lacavé - Petit Paris 97100 Basse-Terre

Lorsqu'ils sont déposés sur place, ils donneront lieu à récépissé les lundis, mardis, jeudis, de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00, sauf jours fériés et les mercredis et vendredis de 8h00 à 12h00 sauf jours fériés.

**Attention** : ces courriers ou documents de sauvegarde doivent impérativement comporter mention de leur rattachement à la consultation considérée avec l'indication de l'objet du marché et les mentions « MARCHÉ PUBLIC – NE PAS OUVRIR ».

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions peuvent être signées de manière électronique par les candidats lors de la remise des offres. Toutefois, la signature électronique n'est pas obligatoire et est autorisée.

Si elle est utilisée, le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le

Marché n°		REGLEMENT DE CONSULTATION	10	/	21	
-----------	--	---------------------------	----	---	----	--

candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

**Attention :** en application de l'article R.2151-6 du Code de la Commande Publique, le prestataire doit transmettre son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule sera ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres

## **ARTICLE 8 – CONTENU DES OFFRES A PRODUIRE PAR LES OPERATEURS ECONOMIQUES.**

Les offres des opérateurs économiques seront entièrement rédigées en langue française. L'unité monétaire est l'Euro.

L'offre présentée comportera, **obligatoirement**, sous peine de rejet de l'offre :

- **Un Acte d'Engagement** (selon le modèle joint) pour le lot soumissionné à fournir obligatoirement en un exemplaire original, dûment rempli et daté par un représentant qualifié de l'opérateur économique.

Le cas échéant, l'annexe (les annexes) relative(s) à la déclaration et la demande d'agrément des conditions de paiement d'un sous-traitant (DC4) accompagnés des pièces visées à l'article 5.11 ci-avant ;

L'attention des opérateurs économiques est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance forfaitaire prévue au Cahier des Clauses Administratives Particulières, ils doivent le préciser à l'article 6 de l'Acte d'Engagement du lot concerné.

- **La Grille de décomposition des prix** établie conformément au cadre de décomposition des prix inclus au sein des fichiers « Prix et Véhicules », dûment complétée par le candidat ;

La grille de décomposition des prix sera obligatoirement produite :

- en premier lieu en format .PDF ;
- en deuxième lieu en format .Excel, avec toutes les formules de calcul apparentes et non verrouillées.

- **Le tableau de déclaration des véhicules affectés au marché et qui sont déjà en exploitation ou déjà commandés** conformément au cadre de décomposition des prix inclus au sein des fichiers « Prix et Véhicules », dûment complété par le candidat et, **si besoin, le tableau de Déclaration éventuelle des véhicules affectés au marché de transports scolaires dès le 1<sup>er</sup> septembre 2025 en attendant l'arrivée des véhicules neufs** conformément au cadre de décomposition des prix inclus au sein des fichiers « Prix et Véhicules », dûment complété par le candidat ;

Les tableaux de déclaration des véhicules doivent obligatoirement être fournis sous deux formats différents :

- sous version .PDF ;
- sous version Excel©.

- **L'attestation sur l'honneur complétée, récapitulant le parc de véhicules et les licences disponibles ;**

- **Le mémoire technique** de l'opérateur économique.

Ce mémoire technique doit permettre au pouvoir adjudicateur de connaître précisément l'état du parc de véhicules affectés à la prestation, pour le lot soumissionné, la conformité des matériels aux normes en vigueur, les moyens humains et matériels adaptés à chaque circuit.

Le candidat doit obligatoirement se baser sur le cadre du mémoire technique joint aux présentes.

Marché n°		REGLEMENT DE CONSULTATION	11	/	21	
-----------	--	---------------------------	----	---	----	--

Il doit, pour remplir chaque cadre, se conformer aux instructions qui lui sont délivrées en introduction de chacun d'entre eux.

Il doit également joindre, en annexe au mémoire technique, les pièces qui lui sont demandées.

### **ATTENTION :**

**LA TOTALITE DU MATERIEL DONT SE PREVAUT LE CANDIDAT DEVRA ETRE ACCOMPAGNE DES JUSTIFICATIFS APPROPRIES. L'ABSENCE DE CES ELEMENTS SERA SUSCEPTIBLE D'EMPORTER L'IRREGULARITE DE L'OFFRE DU CANDIDAT APRES APPRECIATION PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR.**

**\*véhicules propriété de l'entreprise et âgés au maximum de 15 ans d'âge pour les véhicules en ligne (joindre obligatoirement la copie du certificat d'immatriculation au nom de l'entreprise et le cas échéant l'attestation d'aménagement ; pour les véhicules en défiscalisation, les documents réclamés peuvent être au nom de l'organisme de défiscalisation)**

**\* véhicules mis à disposition au sens large : justificatif de la mise à disposition (engagement ferme de mise à disposition ou contrat de location signé avec le propriétaire pour confier le véhicule au titulaire en cas d'attribution du marché ; fournir, outre le certificat d'immatriculation (carte grise) et l'attestation d'aménagement au nom du propriétaire du véhicule)**

**\* véhicules en commande, facture ou bon de commande ou tout engagement à l'exclusion d'un simple devis et faisant apparaître la date de livraison sur laquelle s'engage fermement le vendeur ou le fournisseur pour permettre de vérifier la réalité de l'existence et de la disponibilité du véhicule au moment du démarrage des prestations (facture ou bon ou engagement de commande signé avec le vendeur). Lorsque le véhicule est acquis en défiscalisation, l'attention des candidats est attirée sur les délais administratifs d'obtention de l'agrément fiscal qui peuvent faire peser une incertitude sur la formalisation de l'achat.**

**\* Les autres moyens techniques dont il dispose, en termes de logistique, équipements complémentaires pour faciliter l'exercice de son métier de transporteur. Il sera opportun de justifier de leur possession par tout moyen approprié, notamment facture d'acquisition ou contrat ou acte de mise à disposition au sens large.**

**LE POUVOIR ADJUDICATEUR SE RESERVE LE DROIT D'EFFECTUER DES CONTRÔLES SUR SITE LORS DE L'ANAYSE DES OFFRES.**

**DANS TOUS LES CAS, LE POINTAGE DU MATERIEL ET DE SES CARACTERISTIQUES SERA EFFECTUE STRICTEMENT AVEC L'ATTRIBUTAIRE DESIGNE EN AMONT DU DEMARRAGE DU MARCHE.**

## **ARTICLE 9 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### **9.1. Jugement des candidatures.**

Conformément à l'article R. 2161-4 du code de la commande publique, l'acheteur procédera à l'examen des offres avant l'examen des candidatures.

Ces dernières seront examinées de manière impartiale et transparente. Ainsi, la preuve de la régularité de la situation des candidats par rapport aux interdictions de soumissionner sera exigée uniquement de l'attributaire pressenti, après jugement des offres.

Marché n°		REGLEMENT DE CONSULTATION	12	/	21	
-----------	--	---------------------------	----	---	----	--

Si l'acheteur constate que des pièces relatives à la candidature, dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes, le candidat pourra être invité à compléter son dossier dans un délai approprié. Si passé ce délai le dossier n'est pas complet, la candidature sera déclarée irrecevable et sera éliminée.

L'acheteur procédera à l'analyse de la candidature de l'opérateur économique classé en première position. Il appréciera sa capacité économique, technique et professionnelle selon les modalités prévues à l'article 5 du présent règlement de consultation.

L'acheteur vérifiera, également, que l'opérateur économique ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de marché public.

Dans le cas où sa candidature serait éliminée, celle du candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne sera analysée pour produire les documents nécessaires. Cette procédure pourra être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été acceptées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

## 9.2. Jugement des offres.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-8 et R. 2152-1 à R. 2152-12 du Code de la commande publique.

Après élimination des offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables et des offres anormalement basses, le marché sera attribué à l'opérateur économique ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères et sous-critères ci-après énoncés et de leur pondération.

	Critères et sous-critères	Pondération des critères et sous-critères
1	<b>Valeur technique de l'offre</b> <i>L'examen du critère se fera au regard du mémoire technique</i>	40 points
	Sous-critère 1 : L'organisation mise en place pour assurer le service et respecter les prescriptions générales d'exécution du service conformément aux prescriptions du CCTP et du CCAP) ; <u>Remplir le Mémoire Justificatif et fournir toutes les pièces qui y sont demandées.</u>	15 points
	Sous-critère 2 : Les mesures susceptibles d'être prises pour assurer la continuité du service public ; <u>Remplir le Mémoire Justificatif et fournir toutes les pièces qui y sont demandées.</u>	10 points
	Sous-critère 3 : L'âge des véhicules (au 6 janvier 2025) et les caractéristiques des véhicules affectés au service (éléments de confort et pack de sécurité) ; <u>Remplir le Mémoire Justificatif et fournir toutes les pièces qui sont demandées page 13 du présent règlement.</u>	10 points
	Sous-critère 4 : Les formations du personnel d'exécution affecté au service avec copie du permis de conduire ; <u>Remplir le Mémoire Justificatif et fournir toutes les pièces qui y sont demandées.</u>	5 points

2	<b>Prix de la prestation</b> <i>L'examen du critère se fera au regard de la fiche de décomposition des prix</i>	60 points
---	--	-----------

Critère n°1 : « valeur technique de l'offre » noté sur 40 et apprécié au regard du mémoire justificatif et des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché.

Le critère n°1 comprend plusieurs sous-critères. Chaque sous-critère sera noté selon la grille d'évaluation suivante :

Sous-critère 1		Sous-critères 2 et 3		Sous-critère 4	
13 – 15	Bon	9 – 10	Bon	4 – 5	Bon
10 - 12	Satisfaisant	7 – 8	Satisfaisant	3 – <4	Satisfaisant
7 – 9	Moyen	4 – 6	Moyen	2 – <3	Moyen
4 – 6	Passable	1 - 3	Passable	1 - <2	Passable
< 4	Insuffisant	<1	Insuffisant	<1	Insuffisant

La note pour le critère n°1 sera l'addition des notes de chaque sous-critère.

Critère n°2 : « prix des prestations » noté sur 60 points apprécié au regard du montant HT renseigné à l'article 2.2 de l'Acte d'engagement  
(Circuit hebdomadaire (0,5 j lundi aller, 0,5 jour vendredi retour, 0,5 jour samedi retour))

La note la plus élevée sera affectée à l'offre la moins élevée, hors offre anormalement basse. Celle des autres candidats résultera de la multiplication de la note la plus élevée par le rapport « montant de l'offre la moins élevée sur le montant de l'offre à noter » :

$$\frac{\text{Montant de l'offre avec le prix le moins élevé}}{\text{Montant de l'offre à noter}} \times 60 \text{ (note maximale)}$$

L'opérateur économique ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères sus énoncés sera déclaré attributaire provisoire du marché.

## **ARTICLE 10 - ATTRIBUTION SOUS RESERVE DU MARCHE**

Le marché ne pourra être attribué à l'opérateur économique déclaré attributaire provisoire que sous réserve que celui-ci produise, dans le **délai de dix (10) jours calendaires** à compter de la notification de sa désignation par le pouvoir adjudicateur, les documents suivants (à moins qu'ils n'aient été fournis dans le dossier de candidature) :

- 1) Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 ;
- 2) Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents. La liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.

Marché n°		<b>REGLEMENT DE CONSULTATION</b>	14	/	21	
-----------	--	----------------------------------	----	---	----	--

- 3) Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-58 du Code du travail ; ces pièces devront être produites tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché ;
- 4) Son numéro SIREN conformément aux dispositions de l' article 2143-9 du code de la commande publique ;  
A défaut le marché ne pourra lui être attribué et l'opérateur économique perdra le bénéfice de l'attribution provisoire du marché.
- 5) Le certificat d'immatriculation (carte grise), l'attestation d'assurance à jour et le dernier avis de contrôle technique à jour de tous les véhicules désignés pour exécuter les services de transports scolaires.  
**Si le véhicule n'est pas encore livré : la copie du bon de commande du véhicule et l'attestation du constructeur ou du concessionnaire concernant la date limite de livraison de ce dernier.**

Si un groupement d'opérateurs économiques est déclaré attributaire, les documents énumérés ci-dessus sont à produire par chacun des membres du groupement.

Si les documents fournis par un opérateur économique en application du présent article ne sont pas rédigés en langue française, le pouvoir adjudicateur exigera que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

#### **ARTICLE 11 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est fixé à **cent quatre-vingt (180) jours** à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Si pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### **ARTICLE 12 - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard, dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de Consultation.

Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables

#### **ARTICLE 13 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires d'ordre administratif ou technique complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur.

La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

**Les demandes seront exclusivement transmises par voie dématérialisée via le profil acheteur de la**

Marché n°		REGLEMENT DE CONSULTATION	15	/	21	
-----------	--	---------------------------	----	---	----	--

Région Guadeloupe : [www.eguadeloupe.com](http://www.eguadeloupe.com)

Il ne sera répondu à aucune question orale.

## **ARTICLE 14 – PROCEDURES DE RECOURS**

### **14.1. Notification de la décision du pouvoir adjudicateur.**

Conformément aux articles R. 2181-1 et R. 2181-3 à R.2181-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur avisera, dès qu'il a fait son choix, chaque opérateur économique du rejet de sa candidature ou de son offre.

Un délai d'au moins onze (11) jours sera respecté entre la date à laquelle la décision de rejet est notifiée et la date de signature du marché.

Un avis d'attribution sera publié dans les conditions prévues à l'article R. 2183-1 du Code de la commande publique.

### **14.2. Voies et délais de recours**

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Le recours pour excès de pouvoir ;
- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

### **14.3. Instance chargée des procédures de recours.**

Les opérateurs économiques qui entendraient contester la décision du pouvoir adjudicateur devront présenter leur recours contentieux devant le Tribunal Administratif de la Guadeloupe.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de la Guadeloupe,

34, chemin des bougainvilliers - Cité Guillard

97100 Basse Terre, GP

Téléphone : (+33) 5 90 38 49 00 - Télécopieur : (+33) 5 90 81 96 70,

Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradm.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradm.fr)

Adresse internet : [guadeloupe.tribunal-administratif.fr](http://guadeloupe.tribunal-administratif.fr)

### **14.4. Service auprès duquel peuvent être obtenus des renseignements relatifs à l'introduction des recours.**

Des renseignements relatifs aux recours susceptibles d'être exercés et aux conditions de leur mise en œuvre peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal administratif de la Guadeloupe dont les coordonnées sont rappelées à l'article précédent.

Marché n°		REGLEMENT DE CONSULTATION	16	/	21	
-----------	--	---------------------------	----	---	----	--



## ANNEXE AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION SUR LES MODALITES DE REMISE DES OFFRES ELECTRONIQUES

Chaque candidat doit produire un dossier de réponse comprenant les pièces précisées dans le tableau ci-dessous.

Chaque pièce dont la signature individuelle est requise (cf. tableau ci-dessous) doit être signée de façon individuelle, y compris sous forme électronique.

A cette fin, le soumissionnaire suit précisément les instructions mentionnées dans le présent Règlement de consultation, faute de quoi sa réponse peut être rejetée.

NB : La remise d'une réponse vaut acceptation par le soumissionnaire du cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP).

<b>Pièces requises</b>	<b>Signature individuelle requise</b>
Détail / Description	
1 - Acte d'engagement (AE)  En cas de groupement, l'acte d'engagement est signé soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.	Oui
2 - Fiches-PRIX et Véhicule	Oui
3 - Fiche de consistance du lot	Oui
4- L'attestation sur l'honneur, récapitulant le parc de véhicules	Oui
5 - Le mémoire technique	Oui

### Article "En cas de réponse électronique - Précision sur la signature électronique des pièces"

#### Préambule : Se préparer à l'avance

##### **Nécessité de certificat numérique – Configuration à l'avance du poste de travail - recommandation de se préparer avec la Consultation de test**

En cas de réponse électronique, la signature électronique de certaines pièces est requise.

Le soumissionnaire doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique. Obtenir un certificat électronique prend plusieurs jours, voire plusieurs semaines.

Si le soumissionnaire ne possède pas de certificat électronique valable dans le cadre de la réponse à un marché dématérialisé, il est impératif qu'il en fasse la demande à l'avance.

Il est également fortement recommandé au soumissionnaire de prendre ses dispositions de manière à ce que sa réponse électronique soit déposée dans les délais impartis. Un test de configuration du poste de travail ainsi que des consultations de test sont mis à sa disposition sur la plateforme (cf. [Guide Utilisateur](#)).

#### Signature électronique des fichiers de la réponse

Marché n°		REGLEMENT DE CONSULTATION	17	/	21	
-----------	--	---------------------------	----	---	----	--

Les documents du soumissionnaire, listés à l'article 7.1 du Règlement de consultation, doivent être signés électroniquement, selon les modalités détaillées ci-dessous.

Par application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2012, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature du signataire
- à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des signatures électroniques conformes aux formats réglementaires

Ces conditions sont décrites ci-après. Il est impératif que le soumissionnaire en prenne connaissance avec attention. En effet, selon les choix du soumissionnaire concernant le certificat utilisé (Cas C1 ou C2) d'une part et l'outil de signature utilisé (Cas OS1 ou OS2) d'autre part, il lui faut produire différents types de justificatifs, tels que précisés dans les articles qui suivent.

	<b>Certificat reconnu (cas C1)</b>	<b>Certificat non référéncé (cas C2)</b>
<b>Outil de signature de la plate-forme  (cas OS1)</b>	Aucun justificatif à fournir	Justificatifs "Autorité de certification" à fournir
<b>Outil de signature de soumissionnaire  (cas OS2)</b>	Justificatifs "Outil de signature" à fournir	Justificatifs "Autorité de certification" à fournir  Justificatifs "Outil de signature" à fournir

#### Exigences relatives au certificat de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au RGS (Référentiel général de sécurité) ou équivalent et respecter le niveau de sécurité exigé.

#### **Cas C1 : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue" - Aucun justificatif à fournir**

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

<b>Liste de confiance</b>	<b>Adresse internet</b>
RGS (France)	<a href="http://references.modernisation.gouv.fr/liste-des-offres-référencées">http://references.modernisation.gouv.fr/liste-des-offres-référencées</a>
EU Trusted Lists of Certification Service Providers (Commission européenne)	<a href="http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm">http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm</a>
PRIS V1 (France)  (uniquement jusqu'au 18 mai 2013)	<a href="http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats">http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats</a>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a **aucun justificatif à fournir** sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

**Cas C2 : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance - Différents justificatifs à fournir**

La plateforme de dématérialisation accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure par lui-même que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité défini par le Référentiel général de sécurité (RGS), et en fournit les justificatifs dans sa réponse électronique.

Le candidat fournit également tous les éléments techniques permettant à l'acheteur de s'assurer de la bonne validité technique du certificat utilisé.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants:

➡ tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé :

- preuve de la qualification de l'Autorité de certification ou compte-rendu d'audit,
- politique de certification,
- adresse du site internet du référencement de l'Autorité de certification par le pays d'établissement,
- etc.

➡ les outils techniques de vérification du certificat :

- chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine,
- adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation des certificats (CRL)

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

**Outil de signature utilisé pour signer les fichiers**

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

**Cas OS1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme - Aucun justificatif à fournir**

La plate-forme intègre un outil de signature électronique, qui réalise des Jetons de signature au format réglementaire XAdES.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a **aucun justificatif à fournir** sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

**Cas OS2 : le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré à la plate-forme - Différents justificatifs à fournir**

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plate-forme, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Marché n°		REGLEMENT DE CONSULTATION	19	/	21	
-----------	--	---------------------------	----	---	----	--

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants:

- 1) indication du format de signature utilisé :
  - a. format technique (XAdES, CAdES ou PAdES),
  - b. mode d'accès à la signature ("signature enveloppée" ou "signature détachée", cf. Définition en Annexe),
  - c. extension du fichier informatique du jeton de signature en cas de signature détachée (ex: extension "\*.xml")
- 2) indication de l'outil de signature utilisé :
  - a. nom de l'outil,
  - b. éditeur,
  - c. description succincte (ex : site Internet de présentation)
- 3) indication de l'outil de vérification de signature correspondant, devant être accessible par l'acheteur public
  - a. Lien internet de récupération de l'outil ou fourniture de l'outil lui-même
  - b. Notice d'utilisation en langue française
  - c. Présentation des d'installation : type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.
  - d. Procédure de vérification alternative en cas d'installation ou de vérification impossible pour l'acheteur : contact à joindre, support distant, support sur site, etc.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

#### Dossier ZIP et signature scannée

Rappels généraux :

- Chaque fichier à signer doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres.
- Un dossier zip signé n'est pas accepté comme équivalent à la signature de chaque document qui constitue le dossier zip.
- Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

#### **Annexe : Définitions**



#### **Signature enveloppée, Signature détachée, Jeton de signature**

La signature électronique d'un fichier peut être "enveloppée" ou "détachée".

On parle de "signature enveloppée" lorsque le fichier signé intègre en lui-même la signature.

On parle de "signature détachée" lorsque la signature électronique se présente sous la forme d'un fichier informatique autonome, distinct du fichier d'origine. Ce fichier autonome est appelé **Jeton de signature**.

Marché n°		REGLEMENT DE CONSULTATION	20	/	21	
-----------	--	---------------------------	----	---	----	--

Fichier bureautique à signer		
	Acte_engagement.pdf	Adobe Acrobat Document 12 Ko
	Acte_engagement.pdf - Signature 1.xml	Document XML 4 Ko
Jeton de signature		